

ANNUEL RAPPORT

2021/22



Table des matières



GÉNÉRALITÉS
4



INTRODUCTION
14



OBJECTIF N° 3
38



PRIORITÉS ORGANISATIONNELLES
50

OBJECTIF N°1
16



OBJECTIF N°2
26



FINANCES
56

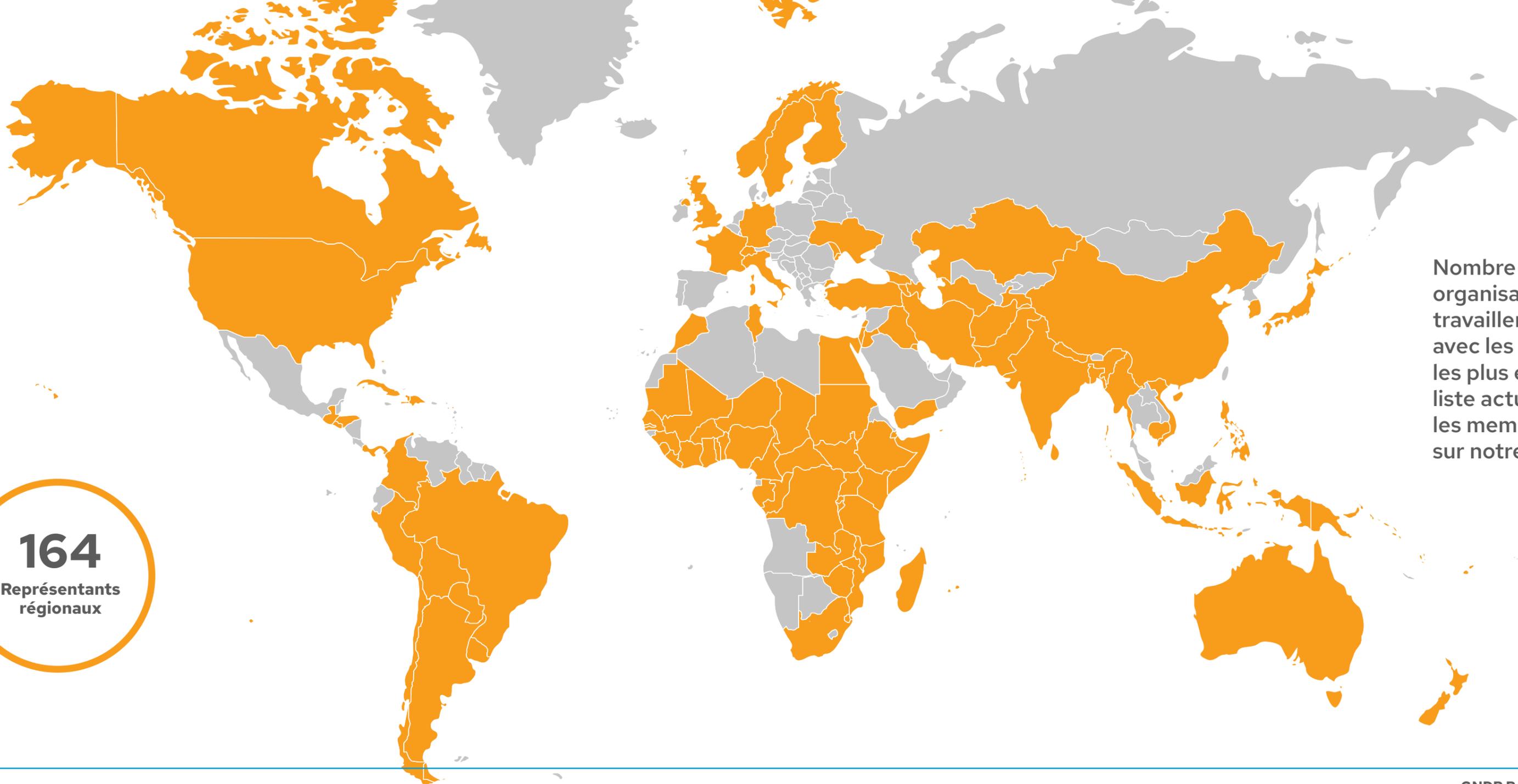


LES PERSONNES
58



Un réseau mondial

Nous sommes le plus grand réseau international d'organisations de la société civile œuvrant pour le renforcement de la résilience des communautés les plus exposées aux risques de catastrophes.



Nombre de nos organisations membres travaillent directement avec les communautés les plus exposées. Une liste actualisée de tous les membres se trouve sur notre site web.

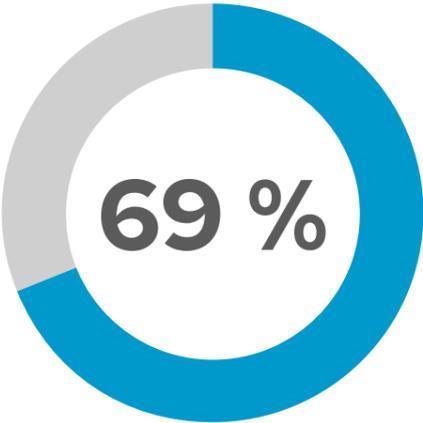


Photo : UNDRR/Homeline Media

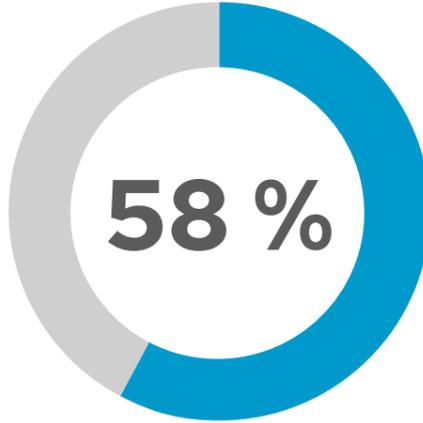
NOTRE VISION

Un monde dans lequel tous travaillent ensemble pour renforcer la résilience des personnes les plus exposées et éviter que les risques ne deviennent des catastrophes.

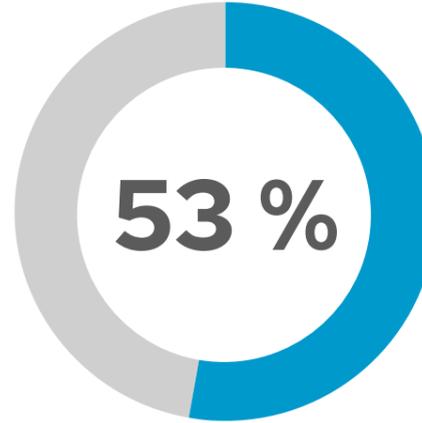
Notre année en chiffres



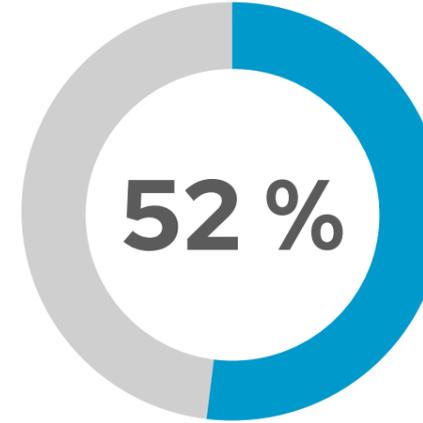
membres qui s'accordent à dire que GNDR leur a permis de mieux comprendre les bienfaits de la collaboration.



membres qui s'accordent à dire que GNDR veille à rendre des comptes aux communautés locales les plus menacées et met les autres au défi de faire de même.



membres qui s'accordent à dire que GNDR a permis à leur organisation d'améliorer ses connaissances en matière de développement tenant compte des risques.



membres qui s'accordent à dire que les opportunités de renforcement des capacités ont augmenté la capacité de leur organisation à assumer un rôle de direction.



104

membres ont participé à notre académie des dirigeants locaux



60

membres ont rejoint notre programme de mentorat des femmes



690

communautés réparties dans 48 pays travaillent désormais avec des organisations de la société civile pour prendre des mesures visant à renforcer la résilience.



102

membres ont été chargés de plaider auprès de leur gouvernement pour des solutions au changement climatique tant immédiates qu'à long terme.

Nos principes

Sept principes directeurs sont au cœur même de l'influence croissante de nos membres aux niveaux local, national et international.

1

Inclure tous les groupes

veiller à l'inclusion de tous les groupes, en particulier les plus menacés

2

Promouvoir l'égalité des sexes

Mettre en œuvre des approches sexo-transformatrices

3

Travailler en partenariat et collaborer

Travailler avec et entre tous les groupes et niveaux pour poursuivre les intérêts des personnes exposées

4

Commencer par l'échelon local

Reconnaître la situation locale et comprendre les perspectives communautaires des risques

5

Mobiliser différentes ressources

Partager les ressources, s'appuyer sur les capacités, connaissances et autres sources locales de résilience

6

Aligner les politiques sur les pratiques

Veiller à la cohérence entre les activités et cadres relatifs à la réduction des risques de catastrophe, au changement climatique et aux autres développements

7

Rendre des comptes aux communautés locales les plus exposées

Veiller à ce que nous soyons toujours prêts à rendre compte et mettre les autres au défi de faire de même

L'une des principales forces de notre réseau est la diversité d'expérience et d'expertise de ses membres.



Amplifier

Nous mobilisons, nous exploitons les voix locales et utilisons notre influence collective pour plaider et faire campagne en faveur des besoins et des priorités des personnes les plus menacées.



Renforcer les capacités

Nous renforçons les capacités et les compétences par un soutien entre les membres ou entre membre et partenaire.



Catalyser

Nous suscitons l'action et l'énergie dans tout ce mouvement d'organisations de la société civile et au-delà pour accélérer une approche de résilience englobant toute la société ; nous facilitons et soutenons l'action locale par un travail en solidarité avec les personnes les plus exposées.



Organiser

Nous développons et renforçons les relations et les partenariats en connectant les acteurs locaux, nationaux et internationaux ; en travaillant entre les différents niveaux, programmes et cadres.



Rendre compte

Nous œuvrons pour une meilleure reddition de compte et une plus grande transparence par le suivi, les rapports et l'évaluation des progrès à l'échelon local.



Donner le ton

Nous recherchons, rassemblons, générons et partageons les connaissances, notamment l'expertise et les innovations autochtones.



Introduction

L'année dernière, nous avons étendu notre réseau à plus de 1 400 organisations de la société civile dans 127 pays.

Au niveau mondial, nous disposons de 164 représentants régionaux et nationaux bénévoles qui coordonnent nos efforts collectifs afin de développer un leadership local pour un impact mondial. Préférer la collaboration à la concurrence a été au cœur de nos récents succès. Les membres se sont réunis pour plaider en faveur de changements politiques, mettre en œuvre des projets et renforcer mutuellement leurs capacités afin de mettre en œuvre notre stratégie quinquennale.

Quelques exemples : en Indonésie, des membres collaborent à la recherche de solutions technologiques à faible coût pour renforcer la résilience locale. En Afrique, des membres se sont rassemblés pour soumettre des propositions de financement conjointes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, lors de plateformes régionales de réduction des risques de catastrophe, des membres se sont unis pour défendre d'une seule voix un développement qui tient compte des risques.

Dans de nombreux pays, suite à l'assouplissement des restrictions dues à la Covid-19, nos projets phares ont pu apporter de réels changements sur le terrain. Dans la phase finale de notre projet *Vues du front*, 690 communautés réparties dans 48 pays ont travaillé avec des organisations de la société civile pour renforcer la résilience.

Les initiatives locales vont du développement de systèmes d'alerte précoce aux projets de reforestation, en passant par la gestion des conflits et le partage de pratiques agricoles résistantes au climat. Toutes ces initiatives ont directement alimenté notre travail visant à influencer les politiques, travail mené ensemble aux niveaux local, régional et mondial.

L'année 2021-22 a été une année forte pour notre recherche et nos communications. En janvier, nous avons publié notre nouveau guide complet du développement tenant compte des risques, à l'intention des organisations de la société civile et des communautés les plus exposées. En avril, après avoir mené des enquêtes auprès de près de 5 000 personnes déplacées, nous avons lancé notre rapport mondial sur le déplacement forcé qui, prenant comme point de départ le point de vue des personnes les plus exposées, présente les moyens de faire face au déplacement. Et pour marquer les 15 ans de notre création en 2007, nous avons lancé une nouvelle marque et un nouveau site web GNDR afin de nous positionner en tant que réseau professionnel de premier plan plaidant pour un développement et une localisation tenant compte des risques.

Notre travail de plaidoyer a été au premier plan des réalisations de cette année. Les membres et le personnel du secrétariat ont collaboré pour défendre l'inclusion des voix locales lors de la COP26 et d'autres conférences internationales. Les membres ont également fait un travail de plaidoyer au niveau de leurs pays pour défendre l'inclusion des communautés exposées aux risques dans les plans et projets de renforcement de la résilience, avec des succès notables en Ouganda et au Zimbabwe.

Bien entendu, la force de notre réseau provient des actions, de l'expertise et de l'engagement des organisations membres de GNDR dans le monde entier. Et c'est en avançant ensemble que nous continuerons à renforcer notre pouvoir collectif et notre solidarité. Faire toujours plus entendre la voix des communautés les plus exposées aux risques lors des conversations mondiales et défendre le rôle des dirigeants locaux, notamment les femmes, dans

l'élaboration et la mise en œuvre d'un développement tenant compte des risques seront au cœur de notre action - sur le terrain, en apportant des preuves et en proposant des politiques.

Graciela Salaberri
Présidente du Conseil mondial

Peter Curran
Président du Conseil des Fiduciaires





N°1 OBJECTIF

Renforcer
la collaboration,
la solidarité
et la mobilisation
des organisations
de la société civile

Photo : Jjumba Martin / GNDR

Nous devons continuellement redynamiser et exploiter l'engagement et le dynamisme que les membres investissent dans ce qu'ils font.

Réunions nationales de coordination

Les réunions nationales de coordination donnent aux organisations membres de GNDR l'occasion de se mettre en réseau, de collaborer et de partager leurs connaissances dans le cadre de la mise en œuvre, dans leur pays, de notre stratégie mondiale.

Les membres élaborent des plans d'action, souvent axés sur le plaidoyer national, dans le but de transférer le pouvoir aux communautés locales. En 2021-22, 43 réunions nationales de coordination ont été organisées dans l'ensemble de nos régions mondiales.

Cette année, lors de chaque réunion, les membres ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur mesure en matière de développement tenant compte des risques, à l'aide de notre nouveau guide et de notre boîte à outils. Ces organisations locales et nationales de la société civile disposent désormais de compétences pratiques pour s'engager dans des processus de planification transformatrice avec les communautés les plus exposées. Les connaissances sur la manière de réaliser un développement tenant compte des risques sont également transmises directement aux communautés : un certain nombre de membres en Tanzanie et au Zimbabwe sont désormais des formateurs qualifiés et organisent des séances de formation pour

les communautés auprès desquelles ils travaillent directement.

Soutien entre membres

Au Bangladesh, les membres ont piloté conjointement une évaluation de leurs capacités et de leurs besoins, afin d'identifier les lacunes en matière de compétences parmi les membres et les ressources de renforcement des capacités disponibles dans leur pays. En cartographiant les besoins et les ressources, ils cherchent à faciliter le renforcement futur des capacités des membres entre eux. Les points focaux nationaux d'autres pays ont depuis reconnu la valeur de cette évaluation et utiliseront le format pour entreprendre des évaluations similaires dans leurs pays respectifs.

Plaidoyer pour un développement qui tient compte des risques

Aux Philippines, des membres sont passés de réunions trimestrielles à des réunions mensuelles et ont désormais une approche plus structurée de la coordination, des stratégies de communication, du partage de l'expertise et de la mise en commun des ressources. Ils ont prévu des initiatives de plaidoyer en faveur d'un développement tenant compte des risques, en prévision d'une réunion avec le bureau national de réduction et de gestion des risques de catastrophes, afin de garantir l'intégration de la RRC dans les actions locales.

Des plans nationaux de collaboration ont été élaborés par des membres en Indonésie, aux Kiribati et aux Philippines. Aux Kiribati, des membres se sont mis d'accord sur un plan pratique d'action commune sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Outre un plaidoyer en faveur

de la construction d'une digue pour prévenir l'érosion côtière, le plan prévoit de former les membres aux techniques de compostage et de conservation des aliments.

En Indonésie, des membres travaillent sur des initiatives conjointes telles que : la recherche de solutions technologiques à faible coût pour réduire les risques de catastrophe ; des ateliers sur le développement tenant compte des risques pour les acteurs de la RRC et les facilitateurs au niveau des villages ; ainsi que le plaidoyer lors de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe 2022.

Les réunions nationales de coordination ne se limitent pas aux rencontres entre membres ; des représentants du gouvernement, du secteur privé et d'autres OSC sont également invités, ce qui aide la société civile à renforcer la collaboration et la coordination entre toutes les parties

prenantes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, après avoir assisté à la réunion nationale de coordination, le ministère du développement communautaire et de la religion a invité le représentant national de GNDR à participer à une réunion consultative sur la RRC et la planification de la résilience. Des plans nationaux de collaboration ont été élaborés au Pérou, au Chili et en Bolivie, impliquant non seulement les membres de GNDR mais aussi les autorités locales, les organisations confessionnelles, le secteur privé et d'autres acteurs clés.



Groupes consultatifs régionaux

Dans chaque région du monde, des représentants élus ou nommés au niveau national se réunissent au sein de groupes consultatifs régionaux pour organiser les activités dans leur région.

En 2021-22, 44 réunions régionales ont été organisées par des membres partout dans le monde. Des plans régionaux de mise en œuvre ont été élaborés par chaque groupe dans le but de faciliter la collaboration et la solidarité entre les membres.

En Asie de l'Est et du Sud-Est, le groupe régional s'est concentré sur le soutien entre membres. Un webinar sur l'innovation communautaire a été organisé par l'unité d'urgence YAKKUM, basée en Indonésie, et par le Centre for Disaster Preparedness, basé aux Philippines, qui ont partagé leurs récents apprentissages et les meilleures pratiques en matière de développement tenant compte des risques. Les membres de la région ont également reçu une orientation sur la manière d'accéder aux financements du réseau des OSC du Fonds pour l'Environnement Mondial.

En Europe, des membres ont élaboré une déclaration commune pour le Forum européen pour la réduction des risques de catastrophes, qui a reçu un retour positif d'UNDRR Europe. Et dans le Pacifique, le groupe régional a organisé des événements de mise en réseau pour renforcer les relations en vue d'une collaboration future.

Suite à une formation sur la planification du développement en fonction des risques en Afrique orientale, occidentale, centrale et australe, les membres du Zimbabwe ont soumis de nouvelles propositions de financement pour des projets communs. « Faire partie du groupe consultatif régional a été d'une utilité incroyable, a déclaré Fatou Goundo Sissoko, une représentante nationale. Cela a développé mes compétences en matière de leadership, renforcé mes connaissances en matière de RRC et offert plusieurs opportunités au niveau national. »

Construction de nouveaux partenariats régionaux

À la suite de ces réunions régionales, GNDR a collaboré avec des parties prenantes et des réseaux clés dans différentes régions afin de faire avancer nos objectifs de localisation et de développement tenant compte des risques. Lors de la semaine du climat en Asie-Pacifique, par exemple, les membres ont collaboré avec le Programme alimentaire mondial (PAM) en Inde pour organiser un événement parallèle officiel. En conséquence, GNDR et le PAM ont élaboré une déclaration commune présentant les actions clés nécessaires pour renforcer la résilience de la sécurité alimentaire et hydrique dans la région.

Des membres de la région Asie-Pacifique ont collaboré avec le réseau Asia Disaster Reduction and Response (ADRRN), pour procéder au bilan à mi-parcours du Cadre d'action de Sendai pour la région Asie-Pacifique. Des membres ont apporté

leur contribution à la déclaration des organisations de la société civile (OSC) en tant que parties prenantes, à l'intention du Partenariat Asie-Pacifique pour la réduction des risques de catastrophes, et ont organisé un atelier des parties prenantes pour recueillir la contribution des OSC au Plan d'action Asie-Pacifique. Des membres ont également collaboré avec le pôle d'innovation d'ADRRN afin d'organiser une série d'ateliers pour des partenaires de projet sur le développement de solutions innovantes au niveau communautaire.

Des membres chiliens, mexicains et dominicains du groupe consultatif régional se sont exprimés lors de la Plateforme régionale de l'UNDRR pour la réduction des risques de catastrophe qui s'est tenue en novembre 2021. L'équipe de GNDR a organisé des discussions de haut niveau, ainsi que des événements parallèles et notamment un événement portant sur le point de vue des OSC sur les mécanismes de protection sociale pendant la pandémie de Covid-19.



Académie des dirigeants locaux

Entre septembre et mars, nous avons organisé une académie des dirigeants locaux pour renforcer les capacités des membres sur des sujets tels que la localisation, le développement qui tient compte des risques et la gestion financière et de projet.

Grâce à un financement de l'Agence suédoise de développement et de coopération internationale, nous avons organisé sept webinaires thématiques, dix ateliers techniques et produit 26 courtes vidéos pour soutenir l'apprentissage autonome. Les thèmes de l'académie ont été choisis par les membres dans le cadre de notre enquête annuelle, et ont été présentés en anglais avec interprétation en français et en espagnol.

Ateliers techniques

104 membres ont participé à nos ateliers sur la sauvegarde, la collecte de fonds, la gestion de projet, la théorie du changement et la gestion financière. Le programme a reçu des réactions très positives de la part des membres. « Dans mon organisation, nous n'avions pas de budget consolidé pour l'année fiscale 2021, a rapporté un participant. J'ai maintenant préparé ce budget juste après l'atelier. J'ai également acquis une expertise dans la préparation de

la trésorerie et je prépare actuellement la trésorerie pour la prochaine année fiscale 2022 avec une grille de donateurs claire. »

L'atelier sur la collecte de fonds a abordé des sujets tels que les raisons pour lesquelles les demandes échouent, des conseils pour soumettre des demandes réussies, les types de financement et de donateurs, la création de consortiums, et les éléments clé d'une proposition axée sur le cadre logique et le budget. 46 participants – sélectionnés par le biais d'un processus de candidature – y ont assisté.

Cette formation a permis aux membres des organisations de la société civile d'acquérir la confiance et la compréhension nécessaires pour approcher les donateurs et leur demander directement des fonds. Ces OSC peuvent désormais mobiliser différentes ressources et participer à des offres conjointes menées par le secrétariat de GNDR ou un consortium d'ONG. « La formation m'a permis de répondre à une demande de proposition

de financement à seulement 48 heures de l'échéance, a déclaré un participant. J'ai écrit la proposition et nous avons obtenu la subvention nous permettant de mettre en œuvre 16 jours de militantisme en 2021. »

Webinaires thématiques

Au cours de sept webinaires, les membres se sont familiarisés avec la localisation et le renforcement de la résilience dans le contexte de six facteurs clés de risque : changement climatique, conflit, déplacement forcé, insécurité alimentaire et hydrique, genre et urbanisation. Jusqu'à 140 membres ont participé à chaque séance.

Des ressources, des outils et des guides produits par GNDR et d'autres experts de premier plan du secteur ont permis aux membres de s'informer sur les développements actuels dans chaque domaine thématique. Répondant à une enquête post-événement, un participant a

déclaré : « J'ai préparé un plan de réduction des risques au niveau du village en utilisant les techniques discutées pendant la séance. Par exemple, j'ai utilisé des données secondaires pour évaluer les risques dans des endroits particuliers ; j'ai rapidement identifié les principaux problèmes auxquels sont confrontées les communautés en utilisant l'outil d'évaluation rapide ; et j'ai utilisé des outils de collecte de données participatives pour la planification des programmes. »

Collaboration Sud-Sud

L'Académie des dirigeants locaux n'a pas seulement renforcé les connaissances et les compétences au niveau local, elle a offert aux organisations de la société civile la possibilité de collaborer et de partager leurs expériences sur le terrain dans différents contextes. « Le webinaire a été utile pour l'enrichissement mutuel des expériences régionales et le renforcement des capacités à la base, a déclaré un participant de

Coordination of Afghan Relief, organisation membre de GNDR. C'était le meilleur exemple de coopération technique Sud-Sud. Même si ce sont de petits pas, ils sont durables au niveau local. »

Les enregistrements de tous les webinaires, ainsi que les vidéos éditées des ateliers sont disponibles pour celles et ceux qui apprennent indépendamment sur notre chaîne Youtube. Ils sont sous-titrés en français et espagnol. À l'avenir, nous utiliserons également ces ressources en ligne et dans le format de l'Académie des dirigeants locaux comme une approche phare du renforcement des capacités.



En Ouganda, des communautés prennent l'initiative pour réduire le risque d'inondations

Les petits exploitants agricoles de Kijuguta, dans l'ouest de l'Ouganda, ont acquis des compétences pratiques pour restaurer les zones humides et inciter les autorités locales à soutenir les mesures de réduction des risques d'inondation.

Pendant la saison des pluies, la communauté de Kijuguta doit régulièrement faire face à la menace d'inondations, en particulier dans les zones agricoles situées près des zones humides de la principale rivière. Le risque est aggravé par le fait que des déchets nocifs sont fréquemment déversés dans la rivière et sur ses rives.

Pour mieux développer les connaissances et la compréhension de la communauté sur la lutte contre les inondations, Africa Disaster Reduction Research & Emergency Missions, notre partenaire local de mise en œuvre, a organisé un atelier de sensibilisation sur la restauration des zones humides et la gestion des bassins versants. L'atelier a été suivi par 350 personnes, dont des présidents de conseils locaux, des chefs religieux et des membres de la communauté. Des compétences de conservation des zones humides, de gestion des inondations et d'élimination

des déchets ont été partagées en matière des dangers d'une mauvaise utilisation des zones humides ; et les mesures qui peuvent être mises en place pour restaurer l'environnement ont également été communiquées.

Les participants ont également acquis des compétences en matière de construction de tranchées et de creusement de cours d'eau, permettant de minimiser l'effet d'empiètement des berges sur les terres agricoles. Grâce à cette formation, les zones humides locales ont vu une réduction du déversement de déchets dangereux. L'utilisation d'engrais artificiels dans les parcelles agricoles a diminué, ce qui réduit les dommages causés aux organismes aquatiques. Les cultures proches du bord de la rivière ont également cessé.

« J'ai été formée à la RRC et j'ai acquis des connaissances et des compétences sur la conservation des zones humides,

déclare Catherine Ninsiima, membre de la communauté. Par exemple, le contrôle des inondations et la gestion des déchets, que j'enseigne maintenant à d'autres membres de la communauté. » Forte du succès de ses efforts, la communauté a plaidé auprès des autorités municipales pour qu'elles mettent en place des centres de collecte des ordures. Leur demande a été satisfaite : 100 centres de collecte des ordures ont maintenant été créés.

En outre, la communauté de Kijuguta a créé une association villageoise d'épargne et de prêts qui apportera un soutien financier à 55 membres pendant les inondations. Le président du conseil local et le responsable de l'Église encouragent désormais les communautés voisines à former des groupes d'épargne similaires qui permettront de soutenir les habitants en cas de catastrophe.



Photo : Jjumba Martin / GNDR



N.2 OBJECTIF

Promouvoir
un mouvement
de localisation

Les communautés les plus menacées doivent être en mesure de participer, d'influencer et de prendre des décisions en matière de développement qui tient compte du risque.

Photo : Etinosa Yvonne / GNDP

Évaluer la localisation dans la pratique

Ayant en vue de permettre à notre réseau de mieux comprendre ce qu'est en pratique la localisation, nous avons commandé une nouvelle étude pour comprendre les avantages de la localisation, comment elle peut être mesurée et où elle est actuellement mise en œuvre.

Le développement durable ne peut se faire sans une direction locale. Pour GNDR, la localisation ne vise pas uniquement l'acheminement des fonds d'aide humanitaire aux acteurs locaux. Elle comprend des changements structurels et l'autonomisation aux niveaux local, national et international, où les acteurs locaux (autorités locales, OSC, petites entreprises et communautés les plus exposées) ont la capacité, les ressources et le pouvoir dont ils ont besoin pour décider comment renforcer leur propre résilience.

Notre nouvelle recherche s'est appuyée sur des enquêtes menées auprès de 55 membres répartis dans neuf pays : Burkina Faso, Madagascar, Togo, Zimbabwe, Colombie, Inde, Indonésie, Sri Lanka et Philippines. Nous avons interrogé des représentants d'organisations tant au niveau national que local. Les personnes ont été interrogées sur le périmètre de la localisation dans leur pays ou leur

communauté, sur ce qu'elles pensaient être les moteurs d'une localisation réussie et sur des exemples de bonnes pratiques. Nous avons ensuite utilisé les résultats des entretiens pour élaborer un cadre normatif pour la localisation.

Le cadre décrit le périmètre et les composantes clé de la localisation, notamment les finances et les ressources, la réglementation des politiques, la culture et les personnes, les partenariats et la collaboration, les capacités organisationnelles, ainsi que les connaissances et les informations.

Les acteurs locaux peuvent utiliser ce nouvel outil pour analyser l'environnement actuel et plaider pour des changements qui renforceront la localisation et les mécanismes de gouvernance dans leur pays.

Outils pratiques pour mesurer la localisation

Nous appuyant sur ces dimensions fondamentales, nous avons créé un outil d'évaluation pour aider les organisations de la société civile à déterminer si un environnement favorable à la localisation existe dans leur pays. Un ensemble d'indicateurs de performance qualitatifs indirects permet à la société civile de suivre les fonctions des acteurs gouvernementaux opérant au niveau national. La performance par rapport à chaque indicateur peut être évaluée à l'aide d'un système de feux tricolores, indiquant le niveau de progrès réalisé.

Les acteurs locaux peuvent utiliser ce nouvel outil pour analyser l'environnement actuel et plaider pour des changements qui renforceront la localisation et les

mécanismes de gouvernance dans leur pays. En partageant plus largement ces connaissances, nous souhaitons apporter une compréhension plus approfondie des enjeux critiques de la localisation, ainsi que des pistes d'action appropriées pour donner aux acteurs locaux la capacité, les ressources et le pouvoir de construire leur propre résilience.

Le rapport de recherche viendra à l'appui de notre propre développement en tant que réseau mondial et comprendra des recommandations sur la manière dont GNDR peut se développer dans ses six rôles principaux : catalyser, rendre compte, amplifier, renforcer les capacités, organiser et donner le ton.



Laboratoires de vie urbaine

Sur quatre continents, les laboratoires de vie urbaine donnent aux personnes déplacées la possibilité de développer leurs propres solutions aux difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Dans 11 pays où nous les avons interrogées, plus d'un quart des personnes déplacées ont déclaré que la pauvreté ou le chômage étaient les principales menaces auxquelles elles étaient confrontées. Ce que nous avons découvert montre que les personnes déplacées pendant de longues périodes sont particulièrement préoccupées par leur sécurité économique. Nous travaillons maintenant avec beaucoup d'entre elles pour améliorer leur situation financière par le biais du renforcement des capacités, de l'autonomisation économique et du renforcement de la collaboration.

Améliorer les moyens d'existence en Irak

En Irak, un groupe de personnes déplacées à l'intérieur du pays a commencé à cultiver des fraises sur le toit de leurs maisons. Les premiers résultats sont prometteurs. Les familles déplacées ont utilisé le revenu de la

vente des fruits excédentaires pour acheter d'autres aliments et payer des services tels que l'eau potable et les soins de santé. Certaines se sont également diversifiées en cultivant des légumes sous serre. Une femme déplacée a déclaré : « Travailler dans la serre tous les jours m'a donné une grande satisfaction car maintenant le temps de la récolte est arrivé. C'était très agréable pour moi de travailler pour augmenter le niveau de vie de la famille. »

Cette initiative est l'une des nombreuses qui ont lieu dans le cadre de notre projet *Rendre les déplacements plus sûrs*, financé par USAID. Au cours de l'année dernière, près de 5 000 personnes déplacées ont participé à des initiatives de recherche, d'action et de plaidoyer. Les organisations locales de la société civile facilitent désormais l'action locale qui rend des comptes aux communautés les plus exposées.

Collaboration multipartite

L'initiative génératrice de revenus en Irak faisait partie des nombreux projets développés selon une approche de laboratoires de vie urbaine. Au lieu d'imposer des solutions toutes faites aux communautés, cette approche est hautement participative et rassemble les principales parties prenantes pour identifier, planifier et mettre en œuvre des solutions. En bref, il est possible pour les personnes déplacées d'être responsables de décisions permettant de créer des résultats durables.

Coordonnés par GNDR, Urbano Fra Paleo (Université d'Extremadura, Espagne) a permis à nos membres de bénéficier d'un renforcement des capacités sur la manière de créer des laboratoires de vie urbaine, et Asian Disaster Reduction & Response Network leur a fait acquérir des compétences en matière de soutien

à l'innovation communautaire. Suite à la formation, notre organisation membre en Irak a réuni des représentants du gouvernement, des ONG et des membres de la communauté déplacée pour envisager un moyen de reconstruire les moyens d'existence. De là est née l'idée de cultiver des fraises et d'augmenter les revenus.

L'intérêt de cette approche est que les décisions sont prises par les personnes déplacées. « Toute décision devrait venir des personnes elles-mêmes qui sont déplacées à l'intérieur de leur pays déclare notre membre en Irak. Elles ne devraient pas leur être imposées. »

L'approche des laboratoires de vie urbaine que nous avons expérimentée en Irak et dans dix autres pays sera développée au cours de l'année à venir pour aboutir à de nouvelles ressources pratiques et sera partagée avec notre réseau mondial. Tout

cela fait partie de notre stratégie visant à renforcer la localisation et à assurer un développement tenant compte des risques.



Programme de mentorat des femmes

Notre programme de mentorat des femmes renforce les capacités des femmes à diriger et la collaboration entre les femmes travaillant dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes.

L'initiative a été développée dans le cadre de notre projet *Un leadership local pour un impact mondial*, financé par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Les femmes n'apprennent pas seulement les unes des autres, elles partagent aussi les expériences et les leçons apprises dans les différentes régions du monde.

Jusqu'à présent, 60 femmes y ont pris part, en nombre égal de participantes provenant de nos trois régions mondiales (Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes). La structure du programme consiste en six modules fondamentaux couvrant un éventail d'outils et de sujets. Les participantes ont d'abord été initiées aux fondements d'un leadership capable de transformer les problématiques liées au genre et aussi à la manière dont elles peuvent, en tant que personnes, diriger avec confiance. La série de modules suivante était axée sur la collaboration par le développement des compétences en matière de négociation et de mise en réseau. Une autre section centrale du

programme sera consacrée au harcèlement sexuel et aux autres problèmes liés au genre rencontrés au niveau local. Le dernier module présente une approche de la réduction des risques de catastrophes basée sur le genre.

Le programme s'inspire largement de *A Gender-Transformative Leadership: A Participatory Toolkit for Health Workers* par J H Piego. Les modules ont été dispensés en ligne en anglais, français et espagnol.

Pour développer l'amélioration continue du programme, des évaluations et des séances de commentaires ont été régulièrement organisées pour mesurer le niveau de compréhension ; évaluer la valeur du contenu pour les participantes ; améliorer et varier les informations fournies ; et inclure de nouvelles idées et suggestions. Le premier groupe de participantes devrait terminer le programme en juin 2023.

Photo : Sarika Gulati / GNDR



Action communautaire pour renforcer la résilience

Dans la phase finale de notre projet *Vues du front*, 690 communautés réparties dans 48 pays travaillent avec des organisations de la société civile pour renforcer la résilience.

Les initiatives locales entreprises cette année couvrent un large éventail, notamment : développement de systèmes d'alerte précoce ; construction d'abris résistants aux catastrophes ; activités écologiques telles que la reforestation ; gestion des conflits ; résolution des problèmes d'insécurité hydrique par la gestion de l'eau ; amélioration de l'employabilité des jeunes grâce à des compétences professionnelles ; amélioration des connaissances des agriculteurs sur les pratiques agricoles résistantes au climat et approches de la préparation aux catastrophes au niveau des ménages.

Chaque projet communautaire a été conçu et planifié sur la base du résultat des enquêtes menées auprès des personnes les plus exposées dans la localité. Le processus d'élaboration de chaque plan a favorisé la mise en place de mécanismes de collaboration au niveau local entre le gouvernement, les organisations de la société civile et les membres de la communauté. Ils ont permis d'aborder collectivement les conséquences des menaces qui pèsent sur la vie et les moyens d'existence des personnes. Le succès de ces plans et projets menés par les communautés a montré la valeur du leadership local.

Indonésie

En Indonésie, des villageois ont pu utiliser leurs réponses à l'enquête *Vues du front* pour analyser directement les risques de catastrophe dans leur communauté. Confrontés à des menaces telles que les inondations, les typhons, la sécheresse et les glissements de terrain, ils ont pu analyser leurs risques et vulnérabilités et formuler plusieurs propositions pour traiter leurs problèmes, et notamment : l'adoption de techniques agricoles résilientes, la construction de pièges à eau, des ateliers de sensibilisation à la conservation de l'environnement, des séances de sensibilisation de la communauté à la préparation aux catastrophes et la réduction des risques de catastrophes basée sur les écosystèmes.

Les dirigeants locaux ont depuis partagé leurs conclusions et leurs propositions avec le gouvernement local avant le Musrenbang – c'est-à-dire le processus officiel du gouvernement pour impliquer les citoyens dans la planification et le budget. Les données fournies vont maintenant servir à la formulation d'un document officiel de planification du

développement sur six ans au niveau du village. Ces communautés participent désormais activement pour porter à la connaissance des administrations des informations fondées sur des données probantes afin de faire face aux menaces auxquelles elles sont confrontées.

Kirghizistan

Des communautés au Kirghizistan ont identifié le manque d'eau et les glissements de terrain comme des menaces majeures. Les enquêtes menées chez elles ont également révélé un manque d'initiatives socio-économiques locales pour lutter contre les catastrophes et le chômage.

Aujourd'hui, ces communautés ont recensé des activités pouvant répondre à leurs préoccupations, et notamment : la réhabilitation d'une canalisation d'eau pour améliorer l'accès à l'eau potable, et un programme de plantation d'arbres pour réduire les glissements de terrain et les coulées de boue. Les dirigeants locaux ont également engagé la communauté au sens large dans l'évaluation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des risques de

catastrophe. Les enquêtes de *Vues du front* ont donné aux communautés les preuves dont elles avaient besoin pour obtenir de rencontrer les représentants du gouvernement local. Plusieurs rencontres ont été organisées entre les dirigeants communautaires et les représentants du gouvernement en vue d'obtenir le soutien de ces derniers dans la mise en œuvre des plans locaux d'action. Les dirigeants locaux ont désormais une meilleure compréhension de comment traiter les vulnérabilités et les risques auxquels les communautés sont confrontées au quotidien.

Inde

Les enquêtes de *Vues du front* menées dans 15 communautés en Inde ont identifié les inondations, la sécheresse et la Covid-19 comme des menaces majeures. Leurs constatations indiquent également un manque d'engagement des communautés dans l'évaluation, la planification et la mise en œuvre d'actions entreprises par les gouvernements locaux pour faire face aux risques de catastrophes. Les communautés ont depuis identifié des activités pour renforcer

leur résilience, notamment le renforcement des capacités de gestion des inondations, des sécheresses, des incendies, des fortes pluies et de la Covid-19. Dans certaines communautés, ils ont également formé des comités de préparation aux catastrophes et créé des plans d'urgence. Plusieurs séances de sensibilisation ont également été entreprises avec les résidents pour aider à clarifier leur rôle dans la planification et la mise en œuvre des mesures gouvernementales. Celles-ci ont débouché sur de nouveaux plans communautaires qui ont été approuvés et avalisés par les autorités villageoises élues localement. Les conclusions de *Vues du front* ont également alimenté directement les sphères d'influence des politiques régionales et mondiales.



Mobiliser des ressources pour des maisons résilientes au climat

Aux Fidji, améliorer la qualité du logement des familles vulnérables est une stratégie d'adaptation essentielle aux yeux des communautés, du gouvernement et des acteurs locaux.

Les membres de la communauté de Beteki, dans le quartier de Lovu Seaside, vivent le long des berges de la rivière et, en cas de fortes pluies, sont souvent victimes d'inondations. Lors des cyclones, leurs maisons mal construites sont fréquemment détruites. Cependant, de nombreuses personnes vivent sous le seuil de pauvreté et n'ont souvent pas les moyens financiers de reconstruire leur maison après une catastrophe. Les personnes âgées, les femmes et les jeunes enfants sont souvent les plus durement touchés.

Après avoir consulté officiellement les membres de la communauté, FRIEND, notre partenaire de mise en œuvre *Vues du front* aux Fidji, a conclu que la construction de maisons sûres et durables était une priorité essentielle pour réduire les risques. La mise en œuvre du projet a fait l'objet d'une collaboration : l'équipe de l'organisation partenaire a aidé la communauté à collecter

les matériaux nécessaires et à employer un charpentier. Ensemble, ils ont cloué des toitures en tôle ondulée et bouché les trous qui pouvaient provoquer des fuites d'eau de pluie. Au total, 36 résidents ont travaillé aux côtés du charpentier et ont appris à renforcer la structure des bâtiments. 13 maisons ont été améliorées.

Suite à la mise en œuvre du projet à Beteki, les habitants ont indiqué qu'ils se sentent mieux préparés face aux aléas et plus en sécurité dans leurs maisons. La prise de conscience de l'importance de construire des structures résistantes aux catastrophes s'est également accrue, et devrait contribuer à réduire l'impact des futures catastrophes.

Photo : FRIEND



« La séance de planification, de consultation et de sensibilisation a motivé et stimulé les membres de la communauté à envisager d'autres actions pour se préparer aux catastrophes », a déclaré Imran Ali, chef de la communauté.

La gestion des catastrophes est désormais institutionnalisée au niveau communautaire : les responsables communautaires ont pris l'initiative de recenser les différentes menaces qui pèsent sur les habitants de leur environnement, ce qui leur permet d'élaborer des stratégies d'évacuation et des approches d'atténuation des risques pour chaque type de catastrophe.



N°3 OBJECTIF

Œuvrer pour un développement qui tient compte des risques



Photo : Jjumba Martin / GNDR

Le développement durable ne peut être réalisé que si l'on comprend bien les risques locaux.

Plaidoyer en matière de changement climatique

Lors de la COP26, nous avons appelé les décideurs internationaux à accorder une plus grande attention aux pertes et préjudices, à l'égalité des sexes et à l'inclusion, ainsi qu'au financement du climat.

Les gouvernements nationaux – les principaux décideurs de l'action pour le climat – se sont réunis en Écosse du 31 octobre au 12 novembre 2021 dans le but de parvenir à un accord sur la manière de lutter contre le changement climatique. Avant l'événement annuel, nous avons publié un nouveau document d'orientation, alimenté par les membres de notre réseau, qui expose la manière dont des progrès peuvent être réalisés à ce carrefour crucial des négociations internationales sur le climat.

Au niveau national, des membres de GNDR répartis dans 102 pays ont été chargés d'un plaidoyer auprès de leur gouvernement en faveur de solutions, aussi bien immédiates qu'à long terme, pour répondre au changement climatique, par exemple en décentralisant les systèmes d'alerte précoce et en augmentant la collecte et l'échange de données pour un développement tenant compte des risques. Les membres ont contacté les ministères gouvernementaux responsables de la lutte contre le changement climatique afin de plaider en faveur de la reconnaissance des pertes et des préjudices liés au climat lors de la COP26.

Le personnel du Secrétariat et les 14 membres présents à la COP26 ont fait pression sur les dirigeants pour qu'ils adoptent des approches équitables, efficaces et justes afin de s'attaquer à la fois aux causes réelles du changement climatique et à l'impact que la hausse des températures a déjà sur les communautés les plus exposées. Lors de multiples événements parallèles et dans les espaces d'influence, les membres présents à l'événement ont été soutenus pour entrer en contact avec leur gouvernement, et ont défendu la nécessité d'écouter les voix locales et de prendre connaissance des réalités vécues par ceux qui sont en première ligne des risques.

Nous avons dirigé un événement officiel parallèle très réussi au Pôle résilience, intitulé *Solutions de RRC dirigées localement et action préventive : Difficultés, leçons apprises et idées pour passer à l'échelle supérieure*. Becky Murphy, responsable des politiques, a animé l'événement, et Bijay Kumar, directeur exécutif, a parlé de la manière dont l'action anticipée peut être étendue et institutionnalisée. Des actions locales en matière d'adaptation au climat, de renforcement de la résilience et d'actions d'anticipation ont été présentées

par les intervenants, dont des représentants de l'UNOCHA, de la Croix-Rouge kényane, de BBC Media Action, de l'USAID et un représentant du gouvernement malgache et de la Youth Development Organisation du Cameroun.

Afin de garantir que la localisation, le leadership des femmes et le développement tenant compte des risques soient intégrés dans tous les programmes de résilience climatique, nous avons également, lors d'un autre événement parallèle, alimenté directement la nouvelle stratégie de l'USAID.

Solutions basées sur la nature

À Glasgow, le personnel et les membres du secrétariat ont participé à l'événement sur le climat, en personne et en ligne. Shivangi Chavda, notre responsable régionale principale pour l'Asie, a expliqué pourquoi les solutions fondées sur la nature sont essentielles pour lutter contre le changement climatique et renforcer la résilience. Elle a souligné, comme le montrent les conclusions de notre rapport mondial *Vues du front*, que les écosystèmes

sont souvent des solutions sous-utilisées aux problèmes créés par les risques de catastrophes et par le changement climatique.

Conflit et changement climatique

Adessou Kossivi, notre responsable régional principal par intérim pour l'Afrique, a pris la parole lors de l'événement officiel parallèle organisé conjointement par l'UNDRR et GNDR, intitulé *Intensifier une gestion globale des risques en vue de la résilience*, lors de la COP26. Il a souligné qu'en raison de l'insécurité alimentaire accrue et de la perte de moyens d'existence, le changement climatique est à l'origine d'une augmentation du nombre de conflits dans de nombreuses régions. Les jeunes en particulier ont du mal à trouver des sujets d'espoir pour l'avenir et, dans certaines communautés en viennent à avoir recours à la violence. Adessou Kossivi a appelé à la cohérence entre la réalité et la politique, et à la nécessité d'écouter les perspectives locales, notamment celles des femmes, lors de l'élaboration des politiques. Avant la COP26, nous avons également rencontré le gouvernement suédois dans le cadre de nos

efforts pour défendre le sujet des pertes et préjudices auprès de l'UE. Après notre succès à la conférence sur le climat de cette année, nous continuerons à mobiliser les organisations de la société civile en vue de la COP27 à Sharm el-Sheikh, en Égypte, en 2022. Plus précisément, nous souhaitons transmettre nos huit messages d'appel à l'action à la COP27 et défendre la localisation, la prise de décision qui tient compte des risques et le rôle de la société civile dans le débat sur les pertes et préjudices, et sur l'adaptation. Nous mettrons en lumière les récits locaux et les expériences vécues par ceux qui sont en première ligne des risques et de l'impact cumulé des risques liés au changement climatique dans tous nos domaines de risques.



Rendre les déplacements plus sûrs

Au printemps 2022, nous avons fait paraître notre rapport mondial sur le déplacement forcé. Nos six principales conclusions mettent en lumière les problèmes cruciaux auxquels sont confrontées les personnes déplacées vivant dans des zones urbaines, et nous incitent à chercher à influencer les politiques en faveur de solutions durables.

Le rapport révèle que 69 % des personnes déplacées continuent d'être affectées par des catastrophes des années après leur déplacement initial, et qu'elles courent un risque élevé d'entrer ou de rester dans l'insécurité économique une fois qu'elles ont été contraintes de quitter leur foyer. Leur sort n'est pas amélioré par des réponses qui sont souvent à court terme, et deux tiers des personnes déplacées ne sont pas consultées sur les décisions qui les concernent.

Notre publication montre que les personnes déplacées vivant dans les zones urbaines sont confrontées à des conditions de vie et de travail compromises, à des abris et des services publics inadéquats et à des réseaux sociaux souvent faibles. Les systèmes urbains – déjà sous pression – et les mécanismes de gouvernance, ne tiennent pas compte des priorités et des perspectives des personnes les plus exposées au risque de déplacement. Cela affaiblit la résilience des personnes

déplacées et les structures urbaines dont elles dépendent. Le recours à des structures informelles et à des établissements exposés aux aléas signifie que des solutions durables ne sont pas mises en place.

Recherche alimentée par les personnes déplacées

Cette recherche était financée par USAID dans le cadre de notre projet *Rendre le déplacement plus sûr*. Les conclusions sont basées sur nos enquêtes, menées au niveau local auprès de populations déplacées vivant à la périphérie des zones urbaines dans 11 pays : Niger, Soudan du Sud, Rwanda, République du Congo, Sri Lanka, Népal, Indonésie, Bangladesh, Irak, Salvador et Honduras.

Près de 5 000 personnes déplacées ont été interrogées, ce qui leur a permis de faire part de leur point de vue sur les difficultés qu'elles rencontrent. Notre méthodologie

de recherche phare a permis aux membres de la communauté de mettre en évidence les menaces spécifiques auxquelles ils sont confrontés, les conséquences de ces menaces, ainsi que les obstacles à l'action, et de faire des commentaires sur le contexte qui, à leurs yeux, serait favorable à des politiques susceptibles de changer leur situation.

Influencer la politique mondiale

Notre rapport a depuis été utilisé pour influencer les discussions locales, nationales et internationales sur les déplacements liés aux catastrophes. Les résultats ont été communiqués pour la première fois lors de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe 2022, devant 128 parties prenantes internationales, dont des représentants des gouvernements, des agences internationales, des organisations de la société civile et des dirigeants communautaires.

Nous n'avons pas seulement partagé notre rapport lors de la Plateforme mondiale, nous avons aussi permis à une femme déplacée, Teresa, de parler directement avec les participants à l'événement. « Le déplacement ne peut être sûr que s'il est volontaire et géré, si les communautés sont consultées, si elles ont la capacité et la possibilité de faire valoir leur programme, de négocier et de participer à la prise de décision du gouvernement et des autres parties prenantes, a-t-elle déclaré. Ne nous laissons pas fasciner par le drame des personnes victimes d'une catastrophe en essayant de les aider, mais posons-nous la question : " Comment en sont-elles arrivées là ? " La réponse est que nous ne les avons pas aidées avant la catastrophe. Le vrai problème est la pauvreté. Pourquoi resterais-je près d'une rivière qui risque de déborder si je peux acheter une maison sûre ailleurs ? Pourquoi resterais-je dans une implantation informelle si je peux avoir une maison paisible ? Voilà la question essentielle à laquelle nous devons nous attaquer. »

L'année prochaine, notre réseau plaidera pour des voies cohérentes vers des solutions durables. Nous ferons pression pour une gouvernance localisée et efficace de gestion des risques liés au déplacement, menée avant et après un cas de déplacement. Et nous allons promouvoir la participation significative des personnes déplacées au contexte des politiques qui les concernent.



Un guide pour un développement qui tient compte des risques

Début 2022, nous avons publié une nouvelle ressource multilingue pour aider les organisations de la société civile à entreprendre une planification du développement tenant compte des risques avec les communautés les plus exposées.

Financée par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), cette publication montre comment les connaissances reposant sur des données probantes peuvent être appliquées aux processus de développement tenant compte des risques dans le contexte de facteurs de risque complexes.

Ce *Guide du développement tenant compte du risque* complet, qui compte plus de 100 pages, est disponible en ligne et sous forme de PDF téléchargeable, en cinq langues : anglais, français, espagnol, portugais et arabe.

Donner la priorité aux risques communautaires

Le développement qui tient compte des risques accorde la priorité aux risques auxquels sont exposées les communautés vivant dans les situations les plus vulnérables – et se place de leur point de vue. Les communautés proposent des solutions de développement qui atténuent leurs risques et renforcent leur résilience.

Pour ce faire, notre nouveau guide contient des informations pratiques sur trois étapes ou phases clés. La première phase examine comment interagir avec les communautés à risque, comment s’organiser autour de leur vision du développement et comment comprendre le contexte dans lequel elles vivent. La deuxième phase se concentre sur l’évaluation des risques et l’anticipation des résultats potentiels des décisions de développement – les sujets

abordés comprennent les techniques de hiérarchisation des risques, la prospective stratégique, la planification de scénarios et la manière d’élaborer des stratégies avec les communautés exposées. La troisième phase fournit des informations sur la manière d’agir avec les communautés, de leur rendre des comptes et de renforcer en permanence le processus global de planification du développement tenant compte des risques.

Partage des connaissances

Notre ressource a été largement diffusée dans notre réseau mondial, notamment au sein de nos 13 groupes consultatifs régionaux et lors de 27 réunions de coordination des membres au niveau national. Le guide a également été présenté sur notre stand de l’innovation lors de la Plateforme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophes en 2022.

Dans plusieurs pays, les membres font déjà passer aux responsables des gouvernements locaux le message essentiel et l’appel à l’action qu’il contient.

L’année prochaine verra se poursuivre la promotion de la publication. Dans plusieurs pays, les membres font déjà passer aux responsables des gouvernements locaux le message essentiel et l’appel à l’action que contient ce guide, à savoir : un développement dirigé localement, fondé sur des preuves probantes et tenant compte des risques.



Plaidoyer national

Des initiatives de plaidoyer national ont été lancées dans 30 pays dans le cadre de notre projet *Vue du front*.

Dans chaque pays, les organisations de coordination de projets font passer leurs recherches au niveau communautaire à l'étape suivante, en mettent en œuvre des plans visant à influencer les gouvernements nationaux et d'autres parties prenantes afin de réduire les risques de catastrophe et de renforcer la résilience.

Chaque organisation a analysé les résultats et tiré des conclusions de ses enquêtes menées auprès des communautés, des représentants du gouvernement et des organisations de la société civile dans chaque lieu exposé à des risques. Elles ont également examiné l'environnement actuel en matière des politiques mises en œuvre, et élaboré des recommandations clés pour l'action gouvernementale. Chaque organisation de coordination nationale, après avoir consulté les parties prenantes au niveau national, a maintenant formulé ses recommandations dans un plan de plaidoyer national.

Ouganda

Après avoir interrogé plus de 2 000 personnes dans quatre zones exposées aux risques, le Development Network of Indigenous Voluntary Associations (DENIVA), organisation qui coordonne notre projet en Ouganda, a fait état de trois conclusions essentielles. Tout d'abord, la participation des communautés à l'évaluation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des plans de renforcement de la résilience engagés par le gouvernement est limitée. Deuxièmement, le manque d'accès aux ressources et aux informations limite la capacité des communautés – et en particulier des femmes – à faire face aux risques de catastrophes. Enfin, troisièmement, il est nécessaire d'institutionnaliser les risques liés aux catastrophes, au changement climatique et à la dégradation des écosystèmes dans les plans et activités de développement.

En collaboration avec les dirigeants locaux et les parties prenantes nationales, DENIVA plaide désormais pour l'élaboration d'une

politique nationale de réduction et de gestion des risques de catastrophes. L'élément central des efforts de plaidoyer est de faire en sorte que la politique nationale garantisse l'inclusion des différentes parties prenantes – et en particulier des communautés vulnérables – lorsque les décisions gouvernementales sont prises sur les plans et les budgets concernant la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience au niveau communautaire.

L'interaction avec le gouvernement a porté ses fruits : les dirigeants nationaux ont accepté en mars 2022 de présenter un projet de loi sur la réduction des risques de catastrophe lors de la 11^e session du Parlement.

Zimbabwe

Nos enquêtes *Vues du front* ont montré qu'au Zimbabwe la participation de la communauté et de la société civile dans les plans et activités de réduction des risques entrepris par le gouvernement fait défaut.

« Actuellement, la prise de décision est centralisée au niveau national, sans guère consulter la base », déclare un représentant d'Action 24, notre organisation de coordination nationale.

Dans le cadre de ses initiatives nationales de plaidoyer, Action 24 a organisé un atelier à Domboshava, dans la banlieue de Harare, afin de réunir des représentants du gouvernement, des organisations communautaires et des dirigeants et membres de la communauté. Pour le gouvernement, la réunion a été l'occasion de consulter les communautés sur leurs plans et activités en matière de changement climatique. En outre, les participants ont examiné la cohérence des politiques aux niveaux national et local. Le résultat de cette interaction est que les plans d'adaptation au changement climatique entrepris par le gouvernement s'alignent désormais plus étroitement sur les expériences des communautés, telles qu'elles ont été révélées par notre enquête *Vues du front* au Zimbabwe.

Un comité de toutes les parties prenantes a également été formé, réunissant une représentation du gouvernement local et des membres de la communauté. Ce comité animera et facilitera un dialogue politique permanent et régulier entre les parties prenantes et encouragera continuellement l'inclusion dans les activités de réduction des risques de catastrophe, ainsi que d'atténuation et d'adaptation au changement climatique au niveau communautaire.



Solutions adaptées au climat pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Dans le village de Wajur, en Indonésie, les agriculteurs adaptent les pratiques agricoles traditionnelles pour y incorporer des techniques nouvelles et innovantes, afin de produire des cultures plus résistantes aux catastrophes.

Les habitants de la province la plus méridionale de l'Indonésie dépendent essentiellement de la terre pour leur subsistance. Les communautés cultivent ici des aubergines, des tomates, des feuilles de moutarde et des haricots verts. Mais presque chaque année, les cultures sont abîmées par de fortes pluies ou par la sécheresse. En outre l'utilisation à long terme d'engrais a également provoqué une dégradation importante des sols.

Les villageois de Wajur se sont maintenant tournés vers l'utilisation de biochar, une matière organique carbonisée qui est ajoutée au sol, pour aider à améliorer la fertilité des sols et augmenter le rendement des cultures. Souvent fabriqué à partir de plantes, de bois ou de fumier, le biochar présente de nombreux avantages pour l'agriculture, notamment sa capacité à résister aux inondations et à réduire le risque de mauvais rendement pendant les saisons sèches.

Mariamoe Peduli, notre organisation partenaire de mise en œuvre dans le pays, a lancé le projet en invitant deux experts à former les agriculteurs locaux à l'agriculture résiliente. Les agriculteurs ont appris à fabriquer du biochar à partir de déchets de biomasse disponibles localement. Les membres de la communauté ont également acquis des connaissances pratiques sur la manière de restaurer l'état du sol, de retenir l'eau et les nutriments hydrosolubles dans le sol, et d'accroître la résistance des plantes en saison des pluies comme en saison sèche. Au total, 21 personnes ont été formées. « En appliquant cette méthode d'agriculture résiliente, les légumes que nous récoltons sont de meilleure qualité, explique Yosep Hudi, chef de la fraction Belait, à Wajur. Nous sommes très impatients de faire progresser notre agriculture grâce à cette méthode. »

L'utilisation du biochar est l'une des nombreuses mesures visant à atténuer

les effets du changement climatique. La production locale de matière organique est peu coûteuse et peut être facilement augmentée. La formation a depuis renforcé les connaissances de la communauté sur l'art de maintenir la fertilité du sol et d'appliquer une agriculture adaptée au climat. 11 membres de la communauté qui ont appliqué cette approche directement après la formation ont déclaré que les légumes cultivés avaient des tiges plus grosses, des feuilles plus larges, paraissaient plus frais – et poussaient plus vite. Les communautés voisines sont également désireuses d'adopter des méthodes innovantes et résistantes au climat.

Photo : Ardito Ryan Harrisna sur Unsplash





PRIORITÉS ORGANISATIONNELLES



Financement localisé

Nous travaillons à la localisation des financements qui permettrait aux organisations de la société civile dans les pays et les communautés les plus exposés aux catastrophes d'accéder directement aux ressources dont elles ont besoin pour renforcer la résilience.

Les donateurs sont à l'écoute

Tout au long de l'année, nous avons organisé des rencontres avec les représentants des principaux donateurs pour leur donner des informations sur les programmes qu'ils financent. En outre, nous avons donné à ces donateurs la possibilité d'interagir avec nos membres.

Au cours de l'année écoulée, nous avons organisé la mise en relation du Bureau de l'aide humanitaire de l'USAID et de nos membres. À la requête spécifique d'USAID, ces « séances d'écoute » ont donné aux organisations locales et nationales la possibilité de soulever directement les questions les plus pertinentes auxquelles leurs communautés sont confrontées en matière de changement climatique. Les contributions fournies par nos membres lors de ces séances ont été utilisées par l'USAID pour élaborer sa stratégie de changement climatique 2022-30. Publié

fin 2021, le document guidera désormais l'approche de l'USAID pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et aider les pays partenaires à renforcer leur résilience face au changement climatique.

À titre d'exemple, les membres de GNDR d'Amérique latine et des Caraïbes ont mis en avant l'importance de veiller à ne pas oublier les populations autochtones. Cela a abouti à l'élaboration d'un chapitre de l'ouvrage définissant la stratégie de l'USAID, chapitre portant sur le partenariat avec les populations autochtones et les communautés locales pour mener l'action climatique.

Plaidoyer en faveur de financements localisés

GNDR joue un rôle crucial en comblant le fossé entre les donateurs mondiaux influents et les communautés les plus exposées. Dans les réunions avec

nos bailleurs de fonds – en particulier le Département des Partenariats internationaux de l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération – nous avons activement plaidé cette année en faveur de changements dans les règles concernant les financements.

Nous avons fait pression sur ces bailleurs de fonds et sur d'autres donateurs internationaux pour qu'ils localisent le financement de l'aide humanitaire et du développement et qu'ils augmentent ainsi les possibilités d'accès aux fonds pour les organisations locales de la société civile. Nos réunions avec les donateurs ne nous ont pas seulement fourni une plateforme de transparence sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs clés de nos projets, mais ont également permis à notre réseau de mettre en lumière les difficultés auxquelles sont confrontées les communautés et les organisations locales, notamment lorsqu'il s'agit de se conformer à des réglementations complexes en matière de conformité.

Nous avons fait pression sur les bailleurs de fonds internationaux pour qu'ils localisent le financement de l'aide humanitaire et du développement.



Gouvernance

Notre conseil mondial fixe notre politique générale et définit la direction stratégique et les objectifs de l'organisation.

Cette année, des réunions trimestrielles du conseil mondial ont été organisées en ligne, en juin, septembre, décembre et mars. Les réunions semestrielles des fiduciaires ont eu lieu en juin et en décembre 2021.

En septembre, le Conseil a accepté de mettre à jour le manuel de gouvernance, notamment pour : adapter le manuel à la nouvelle stratégie de GNDR ; inclure un mandat pour le président des fiduciaires ; prévoir des dispositions intérimaires lorsque le président du GCR est en congé de paternité ou de maternité ; et confirmer que les réunions du Conseil mondial et des fiduciaires peuvent être tenues en ligne si nécessaire.

En décembre, Graciela Salaberry a été élue à la présidence du Conseil mondial et Usha Menon a été accueillie en tant que nouvelle fiduciaire. Le Conseil a renouvelé l'adhésion de Zenaida Willison en tant que membre indépendant du conseil pour son deuxième et dernier mandat de trois ans.

Zenaida a également accepté le rôle de vice-présidente.

En mars, Sophie Rigg a été élue représentante régionale pour l'Europe ; Mario Flores a été élu représentant régional pour l'Amérique du Nord ; et Prime Nkezumukama a été réélu représentant régional pour l'Afrique orientale.

Lors de l'assemblée générale annuelle des fiduciaires, Peter Curran a été choisi par consensus comme président des fiduciaires et Claire Tiffen a été choisie comme vice-présidente.

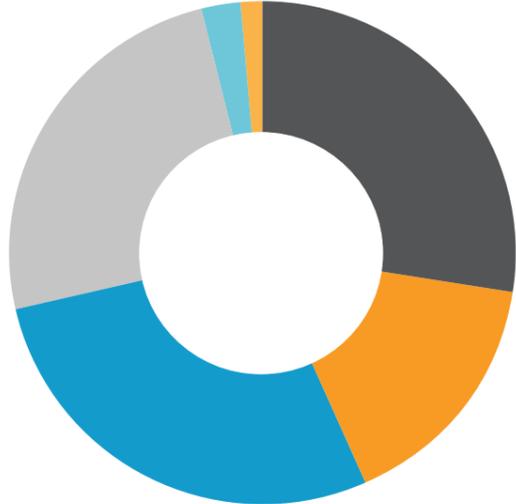


Photo : Sarika Gulati / GNDR



Nos revenus caritatifs

- 41 663 £**
Department for International Development (Département pour le développement international, Gouvernement du Royaume-Uni)
- 427 520 £**
ASDI (Gouvernement suédois)
- 485 845 £**
BMZ (gouvernement allemand)



Revenu total
1 730 487 £

- 23 334 £**
Autres*
- 476 470 £**
BHA (gouvernement américain)
- 275 656 £**
DDC (Direction du développement et de la coopération suisse)

Total des dépenses
2 104 732 £

*Inclut les revenus de la Fondation Evan Cornish, de l'Université d'Édimbourg et ceux provenant de la sous-location de certains locaux.

Comment nous avons dépensé nos fonds

OBJECTIF N° 1

Renforcer la collaboration, la solidarité et la mobilisation des organisations de la société civile

Il s'agit notamment de fonds alloués pour permettre aux membres de tenir des réunions de coordination nationale, les réunions annuelles de notre groupe consultatif régional et les réunions du conseil mondial. Nous avons également renforcé les capacités des membres par le biais de notre académie locale de leadership.

378 851 £

OBJECTIF N° 2

Promouvoir un mouvement de localisation

Il s'agit notamment des fonds affectés à la mise en œuvre des actions communautaires liées au programme *Vues du front*, axées sur le renforcement de la résilience, de nouvelles recherches sur la manière dont la localisation peut fonctionner dans la pratique, et notre nouveau programme de mentorat des femmes.

841 893 £

OBJECTIF N° 3

Œuvrer pour un développement qui tient compte des risques

Il s'agit notamment de l'affectation de fonds destinés au plaidoyer en faveur d'un développement tenant compte des risques lors d'événements mondiaux tels que la COP26, ainsi qu'à la réalisation de notre projet *Rendre les déplacements plus sûrs* et à la production de notre nouveau *Guide du développement tenant compte du risque*.

883 988 £

Conseil mondial

Notre conseil mondial fixe notre politique générale et définit la direction stratégique et les objectifs de l'organisation.

Le Conseil veille à ce que nous fonctionnions conformément à nos objectifs caritatifs et à nos principes, et au soutien des membres.

Le Conseil est composé de 20 membres : 13 représentants régionaux élus par les membres, deux représentants indépendants et cinq fiduciaires.

Représentants régionaux



Emad Eldin Adly

Représentant régional pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest

Coordinateur général, Arab Network for Environment and Development (RAED)



Emmanuel S. Seck

Représentant régional pour l'Afrique centrale et de l'Ouest

Responsable de programme, ENDA Energie



Farah Kabir

Représentante régionale pour l'Asie du Sud
Directrice nationale, ActionAid Bangladesh



Graciela Salaberri

Présidente du Conseil mondial & représentante régionale pour l'Amérique du Sud

Directrice exécutive, Sociedad Amigos del Viento Meteorología Ambiente Desarrollo (AdelV)



Lewis Makurumure

Représentant régional pour l'Afrique australe

Coordinateur national, Action 24



Loreine B. Dela Cruz

Représentante régionale pour l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est

Directrice exécutive, Center for Disaster Preparedness Foundation Inc.



Lorenzo Mota King

Représentant régional pour les Caraïbes
Directeur exécutif, Servicio Social de Iglesias Dominicanas



Mario Flores

Représentant régional pour l'Amérique du Nord

Directeur des opérations sur le terrain, de la réduction des risques et de l'intervention en cas de catastrophe chez Habitat for Humanity International



Prime Nkezumukama

Représentant régional pour l'Afrique de l'Est

Directeur exécutif, DUKINGIRE ISI YACU



Ruiti Aretaake

Représentante régionale pour le Pacifique

Directrice exécutive, Foundation for the Peoples of the South Pacific

Conseil mondial



Sophie Rigg

Représentante régionale pour l'Europe

Conseillère principale en matière de résilience et de climat, ActionAid



Tania Triminio Quintanilla

Représentante régionale pour l'Amérique centrale

Directrice nationale de la préparation aux catastrophes, de la réponse et de l'assistance humanitaire Cruz Verde Hondureña



Toleskan Ismailova

Représentante régionale pour l'Asie centrale

Directrice, Mouvement pour les droits de l'homme "Bir Duino-Kyrgyzstan"



Rod Snider

Vice-président du Conseil mondial et membre indépendant du Conseil mondial

Associé principal, Tetra Tech



Zenaida Willison

Vice-président du Conseil mondial et membre indépendant du Conseil mondial

Conseillère principale, Center for Disaster Preparedness, Philippines



Claire Tiffen

Vice-présidente des fiduciaires

Responsable Financement du programme mondial, Tearfund



Ewout van den Blink

Fiduciaire

Consultant en gestion, Eiffel B.V. (Pays-Bas)



Ian Farrer

Trésorier

Spécialiste de la résilience opérationnelle, Financial Conduct Authority



Peter Curran

Président des fiduciaires

Directeur et conseiller principal, Explorer Consulting Limited



Usha Menon

Fiduciaire

Fondatrice, Usha Menon Management Consultancy

Représentants indépendants

Fiduciaires



Stichting GNDR

Stichting GNDR est une organisation indépendante créée par GNDR et enregistrée aux Pays-Bas.

Elle a été créée pour veiller à ce que notre réseau mondial puisse continuer à accéder aux financements européens vitaux, après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Conseil de surveillance



Dorothea Hilhorst

Membre

Professeure d'études humanitaires, Université Erasmus de Rotterdam (EUR)



Ewout van den Blink

Trésorier

Consultant en gestion, Eiffel B.V. (Pays-Bas)



Farah Kabir

Membre

Directrice nationale, ActionAid Bangladesh



Heleen van der Beek

Présidente

Directrice Stratégie, Communication et Innovation, Cordaid



Oenone Chadburn

Membre

Responsable générale de l'équipe Humanitaire et Résilience, Tearfund



Rudi van den Hurk, MA

Membre du Conseil exécutif

Pays-Bas

Secrétariat

Le secrétariat est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et des plans de travail annuels, tels que convenus par le conseil mondial et les fiduciaires.

Le secrétariat soutient le développement, la coordination et la mise en œuvre de la stratégie de GNDR. Notre équipe est responsable devant le conseil des fiduciaires et le Conseil mondial, par l'intermédiaire du directeur exécutif.

Le personnel est basé dans des pôles régionaux dans six pays du monde : Guatemala, Inde, Indonésie, Kenya, Sénégal et Royaume-Uni.



Adessou Adessou

Responsable régional (Afrique)



Ajay Singh

Chargé de projet



Aminata Some

Chargée des Opérations (Afrique)



Beata Hudakova

Comptable



Dansam Ouma

Chargé de projet



Domitille François

Administratrice de l'équipe & chargé de liaison du conseil



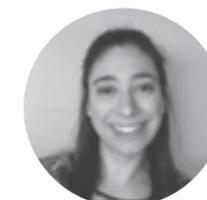
Elise Belcher

Coordinatrice de projet



Felix Martin

Collecteur de fonds principal



Florencia Pasquale

Consultante en services de traduction et d'interprétation



Hepi Rahmawati

Coordinatrice régionale (Asie du Sud-Est et Pacifique)



Ipsita Sircar

Coordinatrice régionale (Asie du Sud et du Centre)

Secrétariat



Irène Mutegi

Comptable principale chargée de la conformité des subventions



Liza Hernandez

Responsable régionale (Amérique et Caraïbes)



Nick Scarborough

Coordinateur des communications externes



Shivangi Chavda

Responsable régionale principale (Asie et Europe) et codirectrice exécutive par intérim



Jabran Ali

Partenaire commercial des finances



Naomi Paul

Responsable de la collecte de fonds



Rebecca Murphy

Responsable des politiques et codirectrice exécutive par intérim



Vicky Kapur

Chargée des ressources humaines



Julia Taub

Chargée de la collecte de fonds



Nick Roberts

Responsable général des opérations et codirecteur exécutif par intérim



Rehema Batti

Coordinatrice de projet



Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction

8 Waldegrave Road
Teddington
London
TW11 8HT
United Kingdom

Tel : +44 (0)2089 777726
Email : info@gndr.org

gndr.org

© 2022 Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction.

Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro: 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358, Siège social : 8 Waldegrave Road, Teddington, TW11 8HT

Photo de couverture : Homeline Media / GNDR